

Avec une remontée de 4,7 %, la reprise économique mondiale reste hésitante et permet à peine de compenser les pertes de 2020

Selon un nouveau rapport de l'ONU, il demeure impératif de stimuler les investissements, de ranimer le commerce mondial et de prévenir une austérité prématurée, les bulles spéculatives et l'accroissement des inégalités afin d'amorcer une reprise vigoureuse

New York, le 25 janvier — Les Nations Unies ont averti aujourd'hui que les effets socio-économiques dévastateurs de la pandémie de COVID-19 se feront ressentir pendant des années, à moins que des investissements intelligents ne soient consentis pour la résilience économique, sociétale et climatique afin de garantir une reprise robuste et durable de l'économie mondiale.

En 2020, l'économie mondiale a chuté de 4,3 %, soit plus de deux fois et demi la baisse enregistrée lors de la crise financière mondiale de 2009. D'après la dernière édition de *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, la reprise modeste de 4,7 % prévue en 2021 parviendrait tout juste à contrebalancer les pertes de 2020.

Le rapport souligne qu'une reprise durable au sortir de la pandémie dépendra non seulement de l'ampleur des mesures de relance et de la rapidité des campagnes de vaccination, mais également de la qualité et de l'efficacité de ces mesures pour développer une forme de résilience aux crises à venir.

« Nous faisons face à la pire crise sanitaire et économique depuis 90 ans. Alors que nous déplorons l'augmentation du nombre de décès, nous ne devons pas oublier que les choix que nous faisons aujourd'hui détermineront notre avenir commun » a déclaré le Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres, qui présentera le programme du Forum de Davos plus tard dans la journée.

« Nous devons investir dans un avenir inclusif et durable fondé sur des stratégies intelligentes, des investissements performants et un système multilatéral robuste et efficace plaçant l'humain au cœur de ses travaux socio-économiques. »

Les économies des pays développés, dont la production devrait croître de 4 % en 2021, sont celles qui ont connu le pire déclin en 2020, avec une baisse de 5,6 % entraînée par l'interruption des activités économiques et par une succession de vagues épidémiques. Un tel contexte augmente le risque de mesures d'austérité prématurées, qui torpilleraient tout simplement les efforts déployés à l'échelle mondiale en vue d'amorcer une reprise. Selon les estimations présentées dans le rapport, les pays en développement ont subi un recul moins brutal de 2,5 % et devraient enregistrer une remontée de 5,7 % en 2021.

Principaux domaines touchés

Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies déclare que 131 millions de personnes supplémentaires ont basculé dans la pauvreté en 2020, dont un grand nombre de femmes, d'enfants et de membres de communautés marginalisées. La pandémie a touché les femmes et les filles de façon disproportionnée, les exposant à un risque accru de dévastation économique, de pauvreté, de violence et d'analphabétisme.

Les femmes comptent pour plus de 50 pour cent des travailleurs dans les secteurs à haut risque et à forte intensité de services, tels que le commerce de détail, l'hôtellerie-restauration et le tourisme, soit les secteurs les plus durement touchés par les mesures de confinement. Nombre d'entre elles n'ont qu'un accès limité, voire nul, à la protection sociale.

Des mesures de relance colossales et opportunes – qui représentent 12,7 billions de dollars – ont permis d'éviter un effondrement total de l'économie mondiale et d'empêcher une nouvelle Grande dépression. Néanmoins, le rapport souligne que la nette différence d'ampleur entre les plans de relance des pays développés et en développement placera ces derniers-ci sur des trajectoires divergentes en ce qui concerne la reprise.

Les fonds de relance par habitant dans les pays développés sont environ 580 fois plus élevés que ceux des pays les moins avancés (PMA), alors que le revenu moyen par habitant des pays développés n'est que 30 fois plus élevé que celui des PMA. Cet écart considérable met en évidence la nécessité de renforcer la solidarité et le soutien à l'échelle internationale, et notamment d'alléger la dette des pays les plus vulnérables.

De plus, le financement de ces plans de relance a nécessité le plus gros emprunt jamais réalisé en temps de paix, ce qui a fait gonfler la dette publique de 15 % à l'échelon mondial. Cette augmentation massive de la dette pèsera sans raison sur les générations futures, à moins qu'une part considérable de celle-ci ne soit affectée à des investissements productifs et durables, et ce, afin de doper la croissance.

Selon le rapport, le commerce mondial a diminué d'environ 7,6 % en 2020 dans le cadre de perturbations majeures des chaînes logistiques et des flux touristiques internationaux. Des tensions commerciales persistantes entre les principales économies et l'impasse des négociations commerciales multilatérales entravaient déjà les échanges mondiaux avant la pandémie.

« La crise actuelle rappelle l'importance de ranimer un système commercial multilatéral réglementé pour remettre l'économie mondiale sur la trajectoire d'une reprise robuste et durable », a déclaré Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint du Département des affaires économiques et sociales (DESA) des Nations Unies. « Nous devons rendre le commerce international résistant aux bouleversements pour assurer que les échanges restent le moteur de la croissance pour les pays en développement ».

Le rapport met en lumière les possibilités qui s'offrent aux pays en développement s'ils parviennent à donner la priorité à des investissements faisant progresser le développement humain, à tirer parti de l'innovation et de la technologie, et à renforcer les infrastructures, notamment en créant de solides chaînes logistiques.

En soulignant l'importance de stimuler les investissements, le rapport révèle que si la majorité des dépenses de relance ont servi à protéger les emplois et à soutenir la consommation courante, elles ont également alimenté des bulles d'actifs partout dans le monde et ainsi entraîné de nouveaux records d'indices boursiers au cours des derniers mois.

« La profondeur et la gravité de cette crise sans précédent laissent présager une reprise lente et douloureuse », a déclaré Elliott Harris, Économiste en chef et Sous-Secrétaire général des Nations Unies chargé du développement économique. « Alors que nous entrons dans une longue phase de redressement débutant par le lancement des vaccinations contre la COVID-19, nous devons commencer à stimuler des investissements à long-terme traçant la voie vers une reprise plus vigoureuse. Ils devront être accompagnés de politiques budgétaires permettant d'éviter une austérité prématurée, d'une redéfinition du cadre de viabilité de la dette, de régimes de protection sociale universelle et d'une accélération de la transition vers l'économie verte. »

Une crise sans précédent – qui a emporté plus de deux millions de personnes et déraciné un nombre encore plus important d'individus, plongé des familles dans la pauvreté, exacerbé les inégalités de revenus et de richesses entre les communautés, perturbé le commerce international et paralysé l'économie mondiale – nécessite une réponse extraordinaire. En dernière analyse, le rapport met en exergue l'importance d'atteindre les Objectifs de développement durable, véritable plan directeur pour un monde équitable, pacifique et résilient.

« Favoriser une croissance inclusive et équitable, réduire les inégalités et renforcer la durabilité environnementale est le meilleur plan dont nous disposons pour nous relever de cette crise et protéger le monde des crises à venir. Le renforcement de notre résilience doit guider chaque aspect de la reprise, et nous constaterons que les femmes joueront un rôle crucial en tant que promotrices de la résilience » a ajouté Maria-Francesca Spatolisano, Sous-Secrétaire générale du DAES à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations.

Le rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale 2021 | #WorldEconomyReport

Le rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale 2021 est publié par le Département des affaires économiques et sociales (DESA) des Nations Unies en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales de l'ONU. L'Organisation mondiale du tourisme a également contribué à sa réalisation. Pour plus d'informations, consultez : www.bit.ly/wespreport

Relations médias :

Devi Palanivelu, Département de la communication globale de l'ONU, palanivelu@un.org

Helen Rosengren, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, rosengrenh@un.org